II. CIRCULAIRES ET INSTRUCTIONS

CIRCULAIRE DU 10 NOVEMBRE 1981

Aux Chefs des établissements d'enseignement de promotion sociale de l'Etat.

Pour information :

Aux Membres du Service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale;

Aux Membres du Service de vérification de l'enseignement de promotion sociale;

Aux Chefs de Service de l'administration.

Objet :

Utilisation rationnelle des locaux d'enseignement mis à la disposition des écoles par le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat.

Le protocole du 21 septembre 1975 réglant les rapports entre les directions générales d'enseignement et le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat, stipule à son paragraphe 2.2. que l'Administration provinciale compétente du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat sera informée de toute modification apportée à la structure des établissements scolaires qui relèvent de sa compétence, ainsi que de toute création, suppression ou transfert de section.

L'expérience témoigne que cette disposition n'est pas toujours respectée avec la rigueur requise, notamment lorsqu'il s'agit

d'utilisation de locaux, pris en location, qui restent inoccupés ou utilisés par habitude, sans nécessité réelle.

J'invite instamment les Chefs d'établissements à respecter cette règle du protocole. J'insiste également pour que les inspecteurs et les vérificateurs qui constatent des modifications de structure dans les bâtiments ou dans les sections, lors de leurs visites, les mentionnent à leurs rapports et en transmettent une copie aux Administrations provinciales concernées du F.B.S.E.

Je vous en remercie déjà.

Le Directeur général,
P. MULLER.

A Messieurs les Gouverneurs de province;

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres;

Aux Pouvoirs organisateurs d'établissements secondaires libres subventionnés;

Aux Chefs d'établissements secondaires organisés ou subventionnés par l'Etat.

Pour information :

Aux Membres du Service d'inspection de l'enseignement secondaire et aux Vérificateurs;

Aux Associations de parents.

Objet :

Droits d'homologation des certificats et diplômes.

Un arrêté royal du 21 août 1981 portant modification de l'arrêté royal du 17 décembre 1976 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation est paru au *Moniteur belge* du 2 octobre 1981.

Ci-joint, je vous en communique le texte.

En raison de la date de publication de ces dispositions réglementaires, j'ai décidé que les nouveaux droits se rapportant à l'homologation des titres et à la délivrance des extraits de procès-verbaux n'entreraient en vigueur qu'à partir de l'année scolaire 1981/1982.

Le Ministre,
Ph. BUSQUIN.